

Foc-similé d'une lettre adressée à la présidente du Foc par Jacques Chirac au président des Emirats arabes unis, Khalid Zayed Bin Sultan Al-Nahyan.
En bas, Iskandar Safa (« Sandy ») devant un bateau sur la côte normande pendant l'été 2001.

Monsieur le Président,

M. Jean-Louis Borloo *Ch. J. J. J.*

Je me réjouis d'avoir pu rencontrer récemment avec Votre Altesse par délégation, et tenais à Lui faire part de toute ma gratitude pour la confiance extrêmement généreuse accordée par Son Palais lors de la conférence de soutien au Liban que j'ai organisé à Paris le 13 novembre.

En juin dernier, lors de sa venue à Paris, Votre Excellence Mohammed Ibrahim a bien voulu me faire connaître de la part de Votre pays d'une proposition moderne, fondée sur l'acquisition d'un mois à six croiseurs, dans le cadre du projet « Baynamm ». Je me permets, à cette occasion, d'exprimer de nouveau mes chaleureux remerciements à Votre Altesse, ainsi que de leur solliciter pour assurer la finalisation de nos conversations. Également j'espère que dans le cadre d'une offre globale, le système de combat français pourra être installé sur les croiseurs, avec accord à l'expertise de votre ministère de la Défense.

Je me réjouis à Votre Altesse de la possibilité d'une collaboration globale entre les technologies française et le marine de Son pays pour la construction de six croiseurs et de leur système d'armes. Je Lui fais part également de mon vœu de voir concrétiser prochainement avec ADBS et CMN le projet d'acquisition des croiseurs.

J'espère avoir le plaisir de revoir Votre Altesse dans les prochains jours et Le prie de bien vouloir agréer l'assurance de ma très haute considération.

Avec un grand intérêt et une confiance absolue
Iskandar Safa
Signature Iskandar Safa

« réseaux sulfureux ». Son arrestation est réclamée. Dans le même temps, avec l'appui de l'Etat, il négocie d'énormes contrats pour l'armement français.

Il rencontre avec un fufitif entre deux eaux

Broumana, Iskandar Safa lui sans se cacher. Dans le village de la montagne de Beyrouth, il a installé une haute maison aux façades de pierre ocre, ornée de colonnades en vases, balcons, décors architecturaux phéniciens - armées de fenêtres à barreaux. Un ascenseur intérieur mène au salon, d'où l'on accède à l'extérieur par une vaste terrasse. C'est là que se retrouvent les visiteurs de l'Etat, qui défilent les uns après les autres. C'est aussi le refuge d'un homme riche, considéré, en France, comme insaisissable.

À l'attention des juges, Iskandar Safa a été arrêté, depuis quatre ans, à un moment fort de la personnalité, ordinaire d'interpol, il est inscrit le numéro 0102399004, visé par un arrêté international émis le 15 novembre 2001 par les magistrats français Prévoit-Despres et Philippe Le...

Il y aurait pourtant beaucoup à raconter : une vie d'action et de risque, un roman qui mêle la guerre, le business et l'espionnage et où domine l'obsession d'échapper à la médecine. Issu d'une grande famille chrétienne de commerçants et de propriétaires terriens, Iskandar Safa, né en 1955, fut élevé dans la confession maronite, le respect de l'Etat et le goût de la liberté. Le grand-père était magistrat, le père directeur du cabinet du premier président de la République libanaise.

Enfance turbulente dans le village de Jouhieh, adolescence partagée entre l'université américaine de Beyrouth, où il obtiendra un diplôme d'ingénieur, et la guerre civile, qui éclate en 1975, l'année de ses 20 ans. Il s'embrê dans une milice de droite, les Gardiens du Cèdre, y fait le coup de feu plusieurs années qu'à son tour, récolte plusieurs blessures et un nom de combattant, « Sandy », qui ne le quittera plus.

Après trois années en Arabie saoudite, où il pilote des chantiers sensibles - une entreprise de génie civil - puis en France, l'entreprise de sa famille maternelle - pour le débarquement en France en 1981, suit à Fontainebleau les cours de l'Insead (Institut européen de gestion).

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

mon argent, dans les années 1980 », confie-t-il sans s'étendre. Il y aurait pourtant beaucoup à raconter : une vie d'action et de risque, un roman qui mêle la guerre, le business et l'espionnage et où domine l'obsession d'échapper à la médecine. Issu d'une grande famille chrétienne de commerçants et de propriétaires terriens, Iskandar Safa, né en 1955, fut élevé dans la confession maronite, le respect de l'Etat et le goût de la liberté. Le grand-père était magistrat, le père directeur du cabinet du premier président de la République libanaise.

Enfance turbulente dans le village de Jouhieh, adolescence partagée entre l'université américaine de Beyrouth, où il obtiendra un diplôme d'ingénieur, et la guerre civile, qui éclate en 1975, l'année de ses 20 ans. Il s'embrê dans une milice de droite, les Gardiens du Cèdre, y fait le coup de feu plusieurs années qu'à son tour, récolte plusieurs blessures et un nom de combattant, « Sandy », qui ne le quittera plus.

Après trois années en Arabie saoudite, où il pilote des chantiers sensibles - une entreprise de génie civil - puis en France, l'entreprise de sa famille maternelle - pour le débarquement en France en 1981, suit à Fontainebleau les cours de l'Insead (Institut européen de gestion).

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

ISKANDAR SAFA

péen d'études administratives), formation renommée pour hommes d'affaires en herbe. Quatre ans plus tard, chargé par des investisseurs arabes de redresser le groupe hôtelier suisse Neopark, il reçoit les offres de service d'un cadre commercial des Hôtels Marriott, dont le patron et Charles Marchiani. « Je ne l'ai pas recruté, raconte Safa, mais je l'ai tout de suite apprécié. C'est devenu un ami. »



Photo de Iskandar Safa

ses réseaux pour sauver les otages du Liban, il n'hésite pas. Comme chez le Directeur de nuit de John Le Carré, l'hôtelier n'est pour lui qu'un passe-temps. L'aventure lui fait signe, le voilà parti. Dans le labyrinthe politique et militaire libanais, « Sandy » se servit de guide à « Stefani » un nom de code de Marchiani.

C'est lui qui préconise d'approcher le régime iranien des ayatollahs, « parain » des ruses savantes, qui obtiendra, en définitive, la libération. Lui qui emmène Marchiani, chasseur naval spécialisé dans la fabrication de vedettes militaires et bastion chancelier de l'économie locale. « Un vieux rétro, confie-t-il. D'homme d'affaires, je suis devenu industriel. On fait plus souvent le chasseur inverse, n'est-ce pas ? » Dès lors, c'est d'abord pour son entreprise de 450 salariés qu'Iskandar Safa va sillonner sa zone d'influence, le Golfe persique à l'Aske du Sud-Est, convoitant son carnet d'adresses en carnet de commandes.

Depuis son arrivée en Normandie, le chasseur, rends à fait par ses injections d'argent frais - 100 millions d'euros au total, en capital et en cautions bancaires - a livré des bâtiments armés au sultanat d'Oman, au Koweït, à l'Indonésie, au Yémen et conquis la première place mondiale sur le marché des patrouilleurs.

À Noël 2003, alors que l'avenir de CMN est encore compromis, le Libanais rencontre d'Abou Dhabi un contrat de 800 millions d'euros qui compte parmi les plus importants jamaïs signés par les entreprises françaises d'armement avec les Emirats arabes unis. Bénéfice « Baynamm »

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

(nom d'une île du Golfe persique), le projet prévoit la construction de six croiseurs Combattante de 17 mètres, équipés de systèmes de détection et d'interception ultrasonores. La première sortie des chantiers de Cherbourg pour les six croiseurs de la marine des Emirats, ADBS, dans le cadre d'un accord de transfert de technologies.

L'Etat avec la bénédiction de l'Etat français ; la commission Interministérielle d'étude pour l'exportation des matériels de guerre (CIEEMG), qui siège à Matignon, a donné son feu vert à chaque étape de la négociation, même après que les soupçons à l'égard d'Iskandar Safa eurent été rendus publics en 2003. Le projet a même reçu le soutien personnel de Jacques Chirac. Dans une lettre adressée au président des Emirats, le chéri de Zayed Bin Sultan Al-Nahyan, le chef de l'Etat proposait « une collaboration globale » entre les deux pays et exprimait son vœu « de voir concrétiser prochainement avec ADBS et CMN le contrat de réalisation des croiseurs ».

Le 21 janvier 2004, c'est le ministre de la Défense, Michèle Alliot-Marie, qui écrit au chef d'état-major des armées françaises le « grand plaisir » qui lui procurait la signature du contrat et se « félicitait de l'aboutissement de ce projet ». Quelques jours plus tard, c'est parce qu'il était à Abou Dhabi pour négocier les ultimes détails du contrat qu'Iskandar Safa avait refusé de déférer à la convocation des juges - après avoir expliqué, par téléphone, à la brigade financière.

Le 31 janvier suivant, sur le porte-avions Charles-de-Gaulle, qui faisait escale à Abou Dhabi, le ministre a pu croiser l'homme d'affaires, invité au milieu d'une cohorte d'officiers français et émiratis en grande tenue. A cet instant, marchant sur le pont du navire, le fufitif était bien sur le sol français.

Au cours des quatre années de tractations sur le contrat Baynamm, il les poursuites judiciaires ni les mandats d'arrêt n'ont empêché les envois du ministère de la Défense et de la direction générale de l'armement (DGA) de traverser la Méditerranée pour rendre visite à Safa. « Rien d'anormal, plaide un haut responsable du ministère de la Défense - sous couvert néanmoins du plus strict anonymat -, la location de deux avions et la prestation d'innocence s'appliquent à M. Safa comme à chacun. »

Inquiet du sort du chantier cherbourgeois, le ministre (UMR) de la Manche Jean Lemière a lui aussi fait le voyage, en décembre 2003. « Je voulais savoir à qui nous avions affaire, raconte-t-il. J'ai rencontré un vrai patron, décidé à faire vivre le chantier et à sauver les emplois. Je ne sais pas ce qu'il lui reproche et je n'ai pas tellement envie de le savoir, je lui fais confiance. »

« Cherbourg, le « bienfaiteur » est désormais invisible. Le 8 septembre, c'est en son nom que le PDC de CMN, Pierre-François Pignatelli, a été nommé directeur chef de la marine des Emirats, pour le lien officiel du programme Baynamm. Pendu au téléphone, l'exilé de Broumana avait répondu à la question de son statut : « Je suis un homme d'affaires. Un homme d'affaires très recherché, au double sens du terme. Se présenter à la justice ? C'est un risque, n'est-ce pas ? »

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »

« Je me demande qui je suis exactement pour la France : un escroc ou un sauveur d'entreprises ? »